



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU TARN

**DIRECTION LIBERTES PUBLIQUES
ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Bureau de l'environnement et des affaires
foncières**

Arrêté portant levée de suspension des activités de la SOFUAL à St Juéry

**La Préfète du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,
Chevalier du Mérite agricole,**

- Vu le Code de l'environnement, livre V- titre I relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment les articles L 171-8 et L512-20 ;**
- Vu la partie réglementaire du livre V du Code de l'environnement ;**
- Vu les arrêtés préfectoraux des 17 octobre 1991, 6 février 2002 et 05 janvier 2010 autorisant la société SOFUAL à St-Juéry France à exploiter une fonderie d'aluminium située 1 rue du Sabot à St-Juéry ;**
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 avril 2012 ;**
- Vu l'incendie qui s'est déclaré le 12 juillet 2013 vers 11h45 sur le site de la SARL SOFUAL à St Juéry,**
- Vu l'arrêté préfectoral de suspension d'activités de la SOFUAL en date du 23 juillet 2013 ;**
- Vu le rapport de visite de l'inspecteur des installations classées du 14 octobre 2013,**

Considérant que la combustion du filtre à manches utilisé pour le traitement des rejets atmosphériques générés par le four de fusion d'aluminium, rendait inopérant le traitement de ces rejets et pouvait menacer les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il y avait donc lieu de prendre des mesures d'urgence, et notamment la suspension de l'activité de l'entreprise, pour que les conséquences de cette combustion n'aient pas d'incidence sur la sécurité et la santé publiques, ainsi que sur l'environnement,

Considérant que l'exploitant s'est conformé aux demandes de l'arrêté préfectoral de suspension du 23 juillet 2013 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

Arrête

Article 1 : La suspension d'activité des installations de la fonderie d'aluminium exploitée par la SOFUAL située à St Juéry (81) est levée.

Article 2 : L'Arrêté Préfectoral de suspension du 23 juillet 2013 est abrogé.

Article 3 : Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de St Juéry pour y être consultée par tout intéressé, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Article 4 : Ce même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Albi, le 14 octobre 2013.

Pour la préfète et par délégation,
Le Secrétaire général,

HERVÉ TOURMENTE

